

**Dossier du Projet “Etre à l'Ecoute”:**

***Présence: Pourquoi il est important  
d’être sur place***

***Septembre 2008***

## **Contexte du projet “Etre à l’Ecoule” et du présent dossier**

Les projets d’Apprentissage Collaboratif de ACD, en collaboration avec plusieurs collègues des ONG internationales, bailleurs de fonds et organisations humanitaires et de développement, ont mis sur pied un Projet dénommé “Etre à l’Ecoule” (Projet d’Ecoule) en vue d’entreprendre une exploration compréhensive et systématique des idées et points de vue de personnes vivant dans des sociétés qui ont bénéficié d’aide internationale. Le Projet d’Ecoule recherche les appréciations de personnes réfléchies, qui ont de l’expérience et occupent divers postes au sein des communautés bénéficiaires, afin d’évaluer l’impact des efforts d’assistance humanitaire consentis par les acteurs internationaux. Ceux parmi nous qui travaillent de par les frontières dans l’aide humanitaire, l’assistance au développement, la conservation de l’environnement, les droits de l’homme, et/ou œuvrant pour la paix, apprendraient énormément des analyses et opinions de la population locale sur les effets immédiats et les impacts à long-terme de ces efforts internationaux.

Les équipes du Projet d’Ecoule se composent de membres du personnel d’organisations humanitaires internationales et locales, sous la houlette de l’ACD. Notre travail ne s’est pas basé sur un questionnaire préalablement confectionné ou sur un protocole rigide d’interviews. Mais plutôt, on a dit aux gens, qu’en tant que personnes engagées dans le travail d’assistance internationale, on avait besoin de connaître leurs points de vue sur comment ils percevaient ces efforts. La plupart du temps, on s’est entretenu avec un ou deux individus, et quelquefois, on a mené des discussions en petits groupes. Dans la plupart des cas, ces rencontres ne sont pas arrangées au préalable, et une Equipe d’Ecoule se présente pour s’entretenir avec quiconque étant disponible et désirant s’exprimer, y compris des bénéficiaires et des gens impliqués dans l’aide internationale ou non. Des rendez-vous ont également été pris avec des officiels du gouvernement et d’autres responsables locaux.

Pendant trois ans, le Projet d’Ecoule va visiter quelques vingt pays. Jusqu’ici, le projet a visité les 13 pays suivants: Aceh (Indonésie), Angola, Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Equateur, Ethiopie, Kenya, Sri Lanka, Thaïlande (deux cas), Zimbabwe, et une visite préliminaire dans la Côte du Golfe des Etats-Unis. Des rapports sur chacune des visites sont disponibles sur le site Internet de l’ACD. Ces dossiers présentent un certain nombre de problèmes communs et des thèmes qui se recoupent et que ceux qui travaillent dans l’assistance humanitaire et des praticiens ont entendu à travers différents contextes dans les entretiens, les feedback et les réflexions. Le projet “Etre à l’Ecoule” continue de recueillir attentivement des opinions dans de nouvelles localités en ce moment et ceci sera incorporé dans l’analyse de manière à ce que ces avis puissent être intégrés dans le travail d’assistance humanitaire à venir, et ainsi, améliorer son efficacité.

Un processus d’apprentissage collaboratif tel que le Projet d’Ecoule” dépend entièrement de la participation et des contributions significatives de toutes les organisations impliquées. Celles qui ont contribué méritent nos remerciements pour leur disponibilité, leur généreux support logistique, et les idées et l’engagement de tous les membres de leur personnel ayant participé dans et soutenu cet effort.

Ce dossier a été élaboré dans le cadre du projet d’apprentissage collaboratif que pilote l’ACD. II

fait partie d'une série d'autres dossiers qui devraient être considérés comme étant des conclusions préliminaires et partielles du projet. Ces dossiers sont publiés pour permettre d'identifier les problèmes et thèmes communs retrouvés dans diverses situations. **Ce dossier n'est donc pas le produit fini du projet.** Bien qu'il puisse servir de référence, il reste un document de travail d'un effort d'apprentissage collaboratif.

## **Il est important d'être sur place**

Dans différents contextes, nos interlocuteurs nous ont dit qu'ils aimeraient voir plus souvent dans leurs communautés ceux qui financent ou s'occupent de la mise en œuvre des efforts d'assistance humanitaire. Un appel à réduire la distance entre communautés bénéficiaires, responsables de l'assistance humanitaire et bailleurs de fonds a été lancé dans plusieurs endroits où à la fois de l'assistance humanitaire et de l'aide au développement ont été octroyées. Des bénéficiaires et observateurs de l'aide internationale dans ces divers contextes ont indiqué que les bailleurs de fonds et les praticiens de l'aide devraient visiter et passer plus de temps avec les populations qu'ils visent à appuyer dans leur rétablissement et développement.

Il est vrai qu'au cours de la dernière décennie, plusieurs bailleurs de fonds et organisations d'assistance internationale ont réduit leur présence sur le terrain en vue d'accroître l'autonomie de leurs employés et partenaires locaux, réduire les budgets, et éviter de créer une dépendance. Néanmoins, les Equipes d'Ecoute dans plusieurs pays ont entendu plusieurs voix au niveau des communautés s'élever en faveur de plus de communications face-à-face pour établir des relations plus solides, et de visites plus fréquentes et longues de bailleurs de fonds et d'autres responsables. D'autre part, parfois dans une même conversation, certains ont critiqué le gaspillage de certaines interventions de développement et le besoin de réduire les dépenses inutiles. Comment peut-on concilier ces demandes qui peuvent paraître contradictoires?

Ce dossier explore différentes dimensions de cette question de présence: qui est ce que les communautés veulent voir, combien de fois et dans quel but, ce que les gens pensent l'on gagnerait d'une plus grande présence, et les implications -y compris financières- de visites fréquentes et d'une présence à long-terme pour les expatriés.

## **Pourquoi la présence est-elle importante ?**

Des populations locales réclament la présence des bailleurs de fonds et du personnel des organisations humanitaires pour plusieurs raisons: pour qu'ils puissent comprendre les besoins "réels" et la situation sur place, vérifier les propositions et rapports de projets, suivre les interventions humanitaires et évaluer les impacts à long-terme, accroître les chances de viabilité, prendre responsabilité, fournir de la protection, et surtout pour développer de meilleures relations. A certains endroits où les gens se sont prononcés sur les programmes d'ensemble et les priorités des bailleurs qui affectent leur vie de tous les jours, l'on désirait aussi une communication directe avec les bailleurs afin de pouvoir "influencer l'agenda et avoir un mot à dire" (voir le dossier intitulé *Les Effets en cascades des Agendas et des Priorités Internationaux* pour de plus amples discussions sur la question.)

*“Venez ici pour nous écouter et comprendre nos besoins”*

On considère que la présence des bailleurs de fonds et des travailleurs humanitaires est cruciale pour déterminer quels programmes et projets sont les plus appropriés et qui a besoin d’assistance. Au Kenya, plusieurs personnes sont de l’avis que “Les organisations de développement doivent vivre avec les communautés, mais à leur place, ce sont des intermédiaires (ONG, organisations communautaires) qui vivent avec elles. Quand les organisations vivent ici, elles peuvent identifier plus de personnes et les meilleures avec qui travailler. Elles ont besoin de voir comment les gens vivent et déterminer avec qui travailler, et ainsi identifier les besoins et appuyer les communautés.” Les gens comprennent que les bailleurs de fonds disent que “nous ne sommes pas ici pour être sur votre dos,” mais ils souhaitent quand même qu’ils soient présents pour montrer qu’ils se sentent concernés, comprendre les difficultés des gens et veiller à ce que l’assistance soit plus appropriée. Dans plusieurs régions du Kenya, on a indiqué avec raison que des mission religieuses et des avant-postes et d’autres qui sont implantés dans les communautés depuis longtemps sont plus capables d’identifier qui a besoin de l’assistance, fournir une assistance plus adéquate, mener des contrôles réguliers, et ainsi avoir un plus grand impact.

Au Sri Lanka, des interlocuteurs de l’équipe d’Ecoute ont suggéré que “les ONG internationales devraient venir directement dans la communauté et comprendre leurs besoins d’abord. Elles devraient engager des discussions d’abord plutôt que se présenter avec des dossiers. Cela devrait ressembler à ce que vous faites aujourd’hui.” Au Cambodge, on est aussi de l’avis que “Les bailleurs de fonds devraient rencontrer les populations pour identifier leurs besoins véritables avant de distribuer l’aide humanitaire aux gens. Les villageois connaissent leurs véritables besoins; ils aimeraient les communiquer aux bailleurs de fonds” et que “Afin d’améliorer l’efficacité de l’aide humanitaire, les bailleurs de fonds doivent venir voir la situation réelle. Ils peuvent voir les problèmes de leurs propres yeux et on peut se joindre à eux pour trouver des solutions.” Un employé Cambodgien d’une organisation de développement local a indiqué que “Les bailleurs de fonds devrait envoyer leurs employés en visite sur le terrain tous les six mois, et quelques consultants, experts et volontaires peuvent venir vivre dans la communauté pendant 15 jours afin de véritablement comprendre le contexte.”

Dans les camps de réfugiés dans la zone frontalière Thaïlande – Birmanie, beaucoup de membres de l’ethnie Karen étaient inquiets face à la compréhension limitée de la culture locale et des problèmes des réfugiés dans les camps de la part des employés humanitaires venant de l’extérieur. Des leaders d’organisations communautaires Karen travaillant dans les camps ont répété à plusieurs reprises qu’il fallait des visites plus longues et fréquentes des responsables qui sont chargés des efforts de développement qu’ils voient prendre place dans leur communauté. Un responsable Karen d’une organisation communautaire a confié à une équipe d’Ecoute que “Les employés des ONG internationales n’ont pas le temps de partager leurs sentiments ou soucis, ils font tout simplement leur travail. C’est parce que, ce qui semble être le plus important dans le projet sont les chiffres, pourcentages, les ‘indicateurs’ quantifiables, mais le plus souvent, les employés des ONG internationales n’ont pas l’occasion d’apprendre la culture de la population locale, ses traditions, coutumes, visions du monde, caractéristiques, bref, le côté qualitatif de la vie. De la recherche et des enquêtes préliminaires sont aussi souvent menées pour obtenir des chiffres et statistiques, pas sur les contextes et identités. Les ONG ont des politiques, procédures

et opinions différentes. La majorité des employés ne restent pas assez longtemps pour être en mesure de comprendre la situation locale et le relais (entre eux) n'est pas toujours passé avec soin. Les employés des ONG n'ont pas suffisamment de temps pour apprendre à connaître les populations locales.»

*“Soyez Présents pour observer et évaluer l’impact*

Plusieurs personnes dans les sociétés bénéficiaires d'aide humanitaire sont déconcertées par le fait que les bailleurs de fonds et les organisations internationales donnent de si grosses sommes d'argent mais ne se soucient pas d'aller voir ce qu'il en est advenu. Au Zimbabwe, on dit que “les bailleurs de fonds viennent et repartent. Ne serait-il pas mieux de s'assurer si le projet a bien marché ou pas?” L'équipe d'Ecoute en Equateur a remarqué que l'une des améliorations les plus importantes aux yeux de beaucoup de gens – aussi bien bénéficiaires qu'observateurs des efforts d'aide humanitaire – était une plus longue période d'engagement et de contact de la part des ONG, pas nécessairement sous forme de financements additionnels, mais certainement sous forme de suivi, que ce soit une observation et une assistance technique post-projet ou des évaluations à long-terme de l'impact et stratégie du projet. Les gens avaient l'impression que les ONG et les organismes internationaux abandonnaient souvent la communauté subitement, quelquefois sans pratiquement aucune annonce au préalable, alors que ces stratégies de sortie sont aussi importantes que celles d'entrée.

Pratiquement à chaque entretien de “Etre à l'Ecoute” avec les communautés bénéficiaires, de sérieuses inquiétudes face à la corruption, aux procédures injustes de sélection de bénéficiaires et l'influence excessive des responsables locaux et de personnalités politiques dans le processus de l'aide, ont été exprimées. On demande des missions fréquentes d'observation et de surveillance par les employés d'organisations, tant nationaux qu'expatriés pour corriger et résoudre de tels problèmes. Dans un village d'une minorité ethnique Phong au Cambodge, des gens ont dit que “les bailleurs de fonds devraient venir directement dans notre communauté et mieux faire le suivi. De cette manière là, il y aura plus de ressources pouvant profiter directement aux gens et moins de corruption.” Au Kenya, beaucoup ont suggéré que “les bailleurs de fonds devraient faire des audits et des inspections sur le terrain. Il ne faut pas se fier seulement aux propositions de projets, rapports et employés pour connaître la vérité. Il doit y avoir des visites surprise aux projets et aux partenaires. La plupart des wazungu (expatriés) font confiance aux employés locaux (directeurs/chefs) et n'écoutent pas d'autres employés ou la population locale pour recueillir leur avis... La communauté devient la victime quand les bailleurs de fonds n'ont pas de systèmes de contrôle.” A l'inverse, moins de distance entre la communauté et les fournisseurs d'aide humanitaire est vue comme donnant une occasion aux bénéficiaires de contrôler et surveiller les dépenses des organisations humanitaires et ainsi assurer la transparence. Un paysan Kenyan a suggéré, “Que l'aide vienne plus près de la population. On a la capacité de contrôler les dépenses plus quand les organisations sont plus près de nous que quand elles se trouvent à leurs sièges ou à Nairobi. On peut dès lors s'entretenir avec eux.”

Des gens ont affirmé qu'un plus grand suivi sur le terrain devrait se faire de la part des bailleurs de fond et du personnel des programmes d'aide humanitaire. Au Sri-Lanka, quelqu'un dans une communauté affectée par le tsunami a indiqué à l'Equipe d'Ecoute que “L'aide étrangère se

concentre sur des rapports. Quand ils sont bien élaborés, la réalité n'est pas tenue en compte." Le directeur d'une organisation locale au Cambodge a dit, "On reçoit des visites d'observation tous les six mois. On aimerait voir notre bailleur plus souvent. Mais malheureusement, quand ils pensent que les projets marchent, ils ne viennent pas souvent... On veut que les bailleurs de fonds viennent voir la situation réelle, et ne pas se contenter de la lecture de nos rapports et autres sources." Un responsable dans une communauté au Cambodge a fait remarquer que "Le coordinateur du projet fait une visite tous les trois mois, le bailleur de fonds international une fois par an – [ce qui n'est] pas beaucoup. Ce serait bien s'ils venaient plusieurs fois afin d'éviter des malentendus et nous encourager – pas seulement pour soumettre des rapports.»

Au Kosovo, on se sent frustré par le fait que les bailleurs de fonds soient si éloignés du processus d'assistance humanitaire, semblent ne pas être au courant des détails de projets spécifiques, et ne se fatiguent pas pour venir dans les communautés locales voir comment leur argent est dépensé ou s'il correspond aux besoins des bénéficiaires auxquels il est destiné. Beaucoup de gens dans plusieurs localités disent, "Si vous étiez ici, vous vous en rendriez compte." En Thaïlande, les Equipes d'Ecoute ont eu écho des plusieurs cas où des représentants d'organisations internationales étaient présents seulement pour une photo souvenir, comme un paysan l'a indiqué, "On a vu des employés de ces organisations internationales venir ici une seule fois. Ils sont venus dévoiler le signe marquant leur financement ici. On n'a plus revu personne ayant à voir avec ce signe depuis lors."

*"Soyez présents pour rendre compte et prendre responsabilité"*

Des personnes dans des communautés bénéficiaires ont exprimé leur frustration face à la mauvaise qualité de l'assistance, les impacts nuisibles de certaines actions humanitaires, de développement ou d'initiatives de construction de la paix, et les attentes non-satisfaites. Ils se sentent impuissants quand ils essaient d'exprimer leurs préoccupations ou des plaintes, mais ne peuvent pas trouver de représentant d'organisation à qui demander de plus amples information ou auprès de qui se plaindre. Par conséquent, la plupart demandent aux organisations internationales d'être plus accessibles lorsqu'elles exécutent des projets dans leurs communautés et d'effectuer des visites quand le projet se termine afin de promouvoir une responsabilité mutuelle. Dans les cas où les gens ont été déçus par les aspects d'exécution ou des décisions et comportements d'employés du projet, ils ont demandé spécifiquement d'avoir des occasions d'exprimer leurs griefs et tenir responsables de leurs actes les individus ou les institutions en question.

Au Zimbabwe, l'Equipe d'Ecoute a entendu des gens dans plusieurs communautés dire qu'ils souhaiteraient voir les ONG internationales rendre visite plus fréquemment et établir une plus grande présence locale. Lorsque des problèmes surgissent, les communautés ne savent pas vers qui se tourner pour de l'appui. Pour la plupart, les communautés ne savent pas comment initier un contact avec les ONG, ni comment les joindre pour leur faire part de leurs préoccupations continues concernant un projet en cours. Beaucoup ont commenté que quand ils essaient de joindre des bureaux d'organisations humanitaires, "ils ne répondent pas au téléphone et on ne peut pas les trouver."

Au Kenya, en même temps que nos interlocuteurs ont reconnu la culture de corruption qui existe dans le pays depuis plusieurs années, ils ont aussi indiqué que les bailleurs de fonds ont joué un rôle dans sa perpétuation. Ils ont mentionné le manque de contrôle et de vérification de rapports et propositions de projets, ainsi que l'absence sur le terrain et les visites peu fréquentes, comme ayant joué un rôle en faveur de la corruption dans le système humanitaire. On a évoqué la grande distance entre ceux qui prennent les décisions et ceux qui doivent vivre avec les conséquences de ces décisions. Un employé Kenyan d'une ONG locale a indiqué que "les décisions viennent d'en haut, et les personnes à ce niveau ne viennent jamais sur le terrain pour faire des consultations ou chercher à connaître la réalité. Il est aussi important que ces bailleurs de fonds descendent voir ce qu'on fait, ils ont besoin de venir, voir et le vivre eux-mêmes, et pas seulement se contenter de ce que d'autres leur disent."

*"Soyez présents en tant que collègues, pour un apprentissage mutuel et un partenariat"*

Les demandes pour plus de présence et visites des preneurs de décisions dans le système d'aide humanitaire ne se limitent pas aux projets où il existe des problèmes aux niveaux de la conception, de l'exécution et de la prise de responsabilité. On réclame différents types de relations avec les fournisseurs de l'aide. *Les gens souhaitent le respect que le contact direct à la fois demande et renforce. Ils veulent que ces gens qui viennent travailler pour eux les connaissent. Ce qu'ils veulent n'est pas nécessairement plus de choses matérielles, ils veulent des collègues aux côtés desquels s'engager pour trouver des solutions aux problèmes. Comme l'ont constaté les Equipes d'Ecoute en Bolivie, "Ce que la plupart de nos interlocuteurs voulaient le plus est la continuité, dans le sens d'un certain niveau de contact continu avec les organisations humanitaires, pas nécessairement dans le sens de financements additionnels."*<sup>1</sup>

Au Zimbabwe, on nous a dit, "nous voulons connaître chacun d'eux et savoir qui est le point de contact au sein de l'organisation – quelqu'un qui vienne se présenter et dire ce que le projet envisage de faire." Au Zimbabwe également, des femmes participant dans un projet de jardin communautaire financé par des bailleurs de fonds ont indiqué que "les donateurs devraient venir visiter les projets qu'ils ont financés car cela est encourageant. On préfère des visiteurs qui viennent pour apprendre de la population et le diffuser – une pollinisation croisée – elle se répandrait à travers le monde. Cette connaissance atteindrait d'autres populations et il y aurait des bénéfices mutuels de tous les côtés." A la question de savoir si des actions de suivi régulières seraient onéreuses pour la communauté, un groupe de bénéficiaires dans un village du Zimbabwe a répondu, "Non, cela est utile pour la viabilité parce qu'on souhaite que les bailleurs de fonds puissent voir les progrès qu'on a réalisés et faire une inspection du projet. On pense qu'une visite peut engendrer des points de vue d'autres pays et nous permettre d'échanger".

Au Sri Lanka, des ONG locales financées par des bailleurs de fonds internationaux ont vivement exprimé leur désir de travailler en plus étroite collaboration avec leurs bailleurs et d'autres organisations d'une manière qui n'est pas "hiérarchisée". Plusieurs partenaires locaux chargés de l'exécution ont décrit leur relation actuelle avec les bailleurs de fonds comme étant limitée dans le sens qu'elle est généralement réduite à soumettre des projets, recevoir un chèque et écrire des

---

<sup>1</sup> Les segments en italiques de ce dossier sont extraits d'un article à venir de Mary B. Anderson intitulé "Donner et recevoir: une relation par nature ou inutilement inégale?" Dans le Rapport Annuel DARA à paraître en automne 2008

rapports périodiques. Selon un responsable d'une organisation communautaire au Sri Lanka, "Lorsque nous sommes prêts à présenter un nouveau projet, nous pouvons bien écrire la proposition, faire preuve de créativité et obtenir le financement. Mais pendant l'exécution, on n'est pas toujours sûrs de ce qu'on est entrain de faire, et les procédures de suivi des organisations internationales sont très faibles. On a besoin d'appui, de conseils, et collaboration de la part de nos bailleurs. On ne souhaite pas qu'ils soient juste des bailleurs de fonds, on veut des collègues avec qui échanger des idées et partager des meilleures pratiques."

Aussi, des équipes d'Ecoute au Kenya ont remarqué que dans cet appel pour plus de présence se trouve un désir de partager des expériences avec les expatriés. Ils veulent des bailleurs et partenaires qui peuvent écouter et aussi apporter d'autres idées de programmes à exécuter. Certains ont dit qu'ils sont fatigués de recherches qui n'aboutissent pas à des résultats, faisant remarquer qu'il y a eu beaucoup de visites préliminaires des bailleurs de fonds, et souvent sans aucun suivi ni feedback. Un prêtre au Kenya a instamment demandé aux bailleurs de fonds d'arrêter de faire la charité en s'exclamant: "Les bailleurs de fonds devraient utiliser leurs milliards avec sagesse ou les garder! Il faut les encourager à donner de leur temps plus que de leur argent et à encourager la participation locale afin d'importer des capacités".

### *Soyez présents pour la protection*

A plusieurs endroits affectés par des conflits violents et l'instabilité, la présence des organisations internationales et du personnel expatrié est reconnue par les populations locales comme vitale pour la protection des civils et l'amélioration de la situation sécuritaire dans les camps de réfugiés ou des personnes déplacées à l'intérieur des pays. Les personnes déplacées dans la province du Puttalam au Sri Lanka ont rappelé comment la présence de plusieurs organisations internationales était cruciale pour aider à localiser et libérer des membres de leurs familles juste après l'expulsion forcée de la communauté musulmane de Jaffna. En Bosnie, on a apprécié combien la présence de la police internationale et des forces de maintien de la paix était très importante et qu'ils se sentaient plus en sécurité pendant le processus de retour des réfugiés, parce le personnel international semblait être plus neutre que les locaux.

Au Kosovo, des minorités ont indiqué que, pour la plupart, ils se sentent en sécurité quand ils voyagent à travers diverses communautés ethniques grâce à la présence internationale. Au Cambodge, des anciens réfugiés qui ont passé plusieurs années dans les camps de réfugiés en Thaïlande ont rappelé des moments où des expatriés à titre individuel (dont ils se rappellent toujours les noms) leur ont procuré sécurité et protection contre des abus des gardes de camps et de la population locale. A Aceh, la présence internationale est liée, pour beaucoup de personnes, à l'avancée dans la négociation pour la paix. Comme l'a dit un résident d'Aceh, "La présence internationale crée un 'terrain' [c.-à-d un espace] pour la paix» .

Dans des zones affectées par le conflit et des camps de déplacés à l'Est du Sri Lanka, tout comme dans les camps de réfugiés tout le long de la frontière Thaïlande-Birmanie, des réfugiés résidant dans les camps ont réclamé plus de présence et des missions de vérification par le personnel des agences internationales dont le mandat inclut explicitement la protection des civils.



## Qui veut-on présent?

De plus en plus d'organisations internationales humanitaires comptent sur des partenaires "locaux" pour faire les estimations de besoins, exécuter les projets et évaluer les résultats. Au moment où l'appui au renforcement des capacités locales est important, les membres du personnel des organisations internationales responsables de la majeure partie du financement et de décisions relatives à la programmation semblent ne pas prendre suffisamment de temps pour comprendre les contextes et les populations qu'ils ont l'intention d'aider ou ceux avec qui ils ont choisi de travailler. Un nombre impressionnant de commentaires concernent le besoin de présence qui pourrait accroître l'équité dans la distribution, l'exécution et le suivi des efforts humanitaires.

Cela ne signifie pas nécessairement plus de visites d'expatriés seulement, même si à plusieurs endroits on a spécifiquement sollicité la présence des internationaux quand il y avait de profondes inquiétudes par rapport aux influences politiques ou autres sur les décisions concernant qui et quelles zones bénéficient de l'assistance. Comme il a été mentionné ci-dessus, la présence des expatriés est aussi intimement liée à une attente de protection comme cela a été exprimé par d'anciens réfugiés, des personnes déplacées et des minorités en Bosnie, au Cambodge, Kenya, Kosovo, Sri Lanka, et dans les zones frontalières de Thaïlande – Birmanie.

*Beaucoup ont le sentiment que les internationaux sont plus justes que les employés locaux qui sont historiquement empêtrés dans des systèmes de patronage. Quand les internationaux font le suivi par rapport à la distribution des biens, il y a plus de chance que les personnes appropriées reçoivent ces biens. Dans plusieurs pays, on a indiqué qu'il y a probablement des employés locaux qui aimeraient être impartiaux, néanmoins ils font partie des systèmes locaux et ne peuvent pas opérer en dehors des normes de ces systèmes. Par exemple au Kosovo tout comme en Ethiopie et à beaucoup d'autres endroits, certains ont dit qu'ils auraient préféré plus d'internationaux et moins d'employés locaux, dans l'idée que l'assistance aurait été distribuée plus équitablement si les expatriés se seraient plus impliqués plus dans la prise de décision au niveau local.*

En Ethiopie, on a suggéré que "les employés humanitaires devraient vivre avec la population, pour voir comment on vit." A Aceh, on a dit que "Des notes sur un bout de papier peuvent se perdre, mais venir sur place et vivre avec la population pour une semaine peut imprimer l'expérience de ladite population dans le cœur" En Bolivie, on a déclaré, "Ils arrivent, ils nous aident, puis ils partent. Et nous n'entendons plus parler d'eux... Alors, [on se pose la question] qu'avons nous fait?" Au Kosovo, on a proposé que "les internationaux devraient venir sur place pour avoir des discussions directes sur ce qu'il faut faire."

Plusieurs des commentaires indiquent que les gens font le lien entre l'établissement de relations, et une présence et des interactions régulières. Ils disent souvent qu'ils comprennent l'assistance comme devant être bâtie sur des valeurs telles que le respect, la préoccupation, l'attention et la solidarité. Ceux qui demandent que les travailleurs humanitaires, "mangent avec nous, vivent parmi nous et bâtissent une certaine confiance" veulent aussi des occasions de partager des connaissances et d'apprendre l'un de l'autre, ce qui va au-delà des visites d'observations, d'une réunion ou d'un atelier. Des déclarations telles que "restez avec nous plus pour nous enseigner"

sont souvent une demande pour des gens venant d'ailleurs qui peuvent sortir des sentiers battus et offrir des idées pratiques et efficaces permettant d'affronter leurs défis.

A plusieurs endroits, on a soulevé des questions relatives à la qualité du personnel international. Plusieurs Kosovars, par exemple, se sont sentis insultés par le personnel international qui traitaient les locaux comme des “primitifs” et ont noté qu'une fois la phase d'urgence terminée et au fil du temps, des expatriés de moins en moins compétents, professionnels et motivés étaient affectés à plusieurs postes au Kosovo. En Bosnie, les gens ont aussi remarqué que quelques uns des expatriés à la tête des projets étaient très inexpérimentés et semblaient être venus en Bosnie plus pour l'aventure ou le salaire que pour véritablement connaître les communautés et encadrer le personnel local.

A plusieurs endroits, les gens étaient aussi inquiets de l'impact que la présence d'expatriés peut avoir sur les normes et pratiques culturels traditionnels. Ils ont décrit des changements culturels résultant de la présence d'expatriés fournisseurs d'aide humanitaire, ainsi que de leurs projets, dont certains ont remis en question et changé des traditions longtemps entretenues. Des projets destinés à la campagne contre le HIV/SIDA et d'autres maladies sexuellement transmissibles en promouvant l'utilisation de préservatifs étaient souvent considérés comme culturellement inappropriés dans leur approche, surtout quand c'était des expatriés qui devaient concevoir ou exécuter le projet. De la même manière, au Sri Lanka, au Cambodge, en Thaïlande, et dans la région frontalière Thaïlande-Birmanie, les gens ont exprimé de fortes inquiétudes concernant la prosélytisation religieuse et l'imposition des valeurs telles que la démocratie et droits de l'homme sans dialogue préalable avec les membres de la communauté. Un formateur Sri Lankais a indiqué que “des organisations importent des programmes de genre et génèrent des problèmes dans la famille. Elles sont entrain de ruiner la culture et le cadre social.” En Equateur, une femme indigène a dit que “La réalité est que pendant l'exécution d'un projet d'assistance extérieure, la communauté subit un processus profond de 'déculturalisation' provenant de la présence d'expatriés. Par la suite, quand le projet se termine, la communauté reste culturellement diminuée et dépendante de ce qui vient de l'extérieur.”

### **Les implications budgétaires de la présence**

Néanmoins, parallèlement aux appels pour une plus grande présence, les équipes d'Ecoute ont entendu des préoccupations concernant le coût par rapport aux bénéficiaires d'un plus grand nombre d'expatriés sur place. Au Sri Lanka, Kosovo, Kenya, Thaïlande, Cambodge, et dans beaucoup d'autres endroits, les gens ont communiqué leurs préoccupations concernant les larges sommes d'argent dépensées sur les frais généraux versus les ressources allouées aux bénéficiaires. Un officiel de l'administration provinciale au Sri Lanka a fait la recommandation suivante aux organisations internationales, “Allégez vos propres coûts. On ne peut pas ignorer le fait que l'installation initiale est coûteuse, mais une fois sur place, il faut simplifier vos procédures. Il faut utiliser les experts 'sur place' qui sont déjà reconnus comme tels et qui comprennent le contexte local. Des experts internationaux ne seront pas toujours des experts du Sri Lanka et ils sont très chers.” Un travailleur humanitaire cambodgien a fait le commentaire suivant: “Les membres de la communauté humanitaire internationale sont en train de dépenser beaucoup trop d'argent sur eux-mêmes, leur mode de vie privilégié, des salaires exorbitants et des équipements sophistiqués

comme des véhicules, au moment où les populations locales n'ont pas suffisamment à manger. Il y a trop de frais généraux, et de gaspillage... souvent l'aide humanitaire sert de décoration.”

De même, en Bosnie et au Kosovo, plusieurs personnes n'étaient pas contents que les bailleurs de fonds acheminent la grande partie des fonds d'aide dans leurs pays par voies de retour à travers les paiements de leurs propres consultants et employés malgré la présence de personnes locales qualifiées. Certains interlocuteurs ont remarqué qu'“Un expert expatrié coûte plus cher que tout un département d'employés locaux. Cet argent pouvait bien servir à accroître les salaires des institutions locales afin qu'elles aient plus de personnes qualifiées.” Un étudiant Equatorien a indiqué, “On connaît des projets dans lesquels des techniciens expatriés ont des salaires qui sont si élevés, que cette somme d'argent aurait pu payer trois techniciens locaux qui peuvent faire le même travail ou peut-être même mieux, parce qu'ils connaissent les communautés et font partie de cette culture.”

### **Implications potentielles**

*Aux yeux des populations locales, la présence est importante en tant qu'un des aspects permettant d'entretenir des relations. La proximité et les interactions répétées sont un aspect essentiel entre collègues et de l'échange entre égaux. Des gens parmi les populations bénéficiaires reconnaissent cela. On ne peut pas construire une relation si on n'est pas sur place. On nous dit que l'absence est signe de distance et que la distance ne crée pas une relation respectueuse. En même temps, les gens apprécient le recours croissant des organisations internationales aux capacités locales comme cela a été démontré par la collaboration avec des organisations partenaires locales et à travers le recrutement d'un plus grand nombre d'employés locaux. Trouver une façon d'être présent dans plusieurs situations locales de manière à établir des relations et rassembler l'information réelle sur les circonstances locales -et en même temps- travailler avec des individus et des organisations locaux pour renforcer leurs capacités, est un défi pour les organisations humanitaires internationales.*

### **Questions pour de plus amples explorations :**

- Quels problèmes spécifiques une présence accrue sur le terrain pourrait-elle résoudre? Et comment?
- La présence est-elle réellement la réponse à ces problèmes? Quelles sont les voies alternatives? Peut-on résoudre ces problèmes et exprimer nos préoccupations par d'autres moyens qu'une présence accrue?
- Comment peuvent des organisations internationales et bailleurs de fonds accroître leur présence (ou relations/collègues) tout en veillant à éviter une réaction potentiellement violente à une réintroduction de relations néocoloniales, et tout en étant conscient de la dynamique inhérente des pouvoirs?